

# BANQUET SOCIAL

**Journal du XII<sup>e</sup> Arrondissement.**

Tout ce qui concerne la Rédaction ou les Annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Prix de l'abonnement : Un an, 42 fr. Six mois, 24 fr. Trois mois, 12 fr.

**Sommaire :** Candidats du Club du Banquet. — La Fête de la Fraternité. — Description de la Fête. — Veillons sur nos armes de scrutin. — Un héros de Juillet et de Février. — Proclamation d'un ouvrier. — Lettre du citoyen Trélat. — XII<sup>e</sup> arrondissement. — La Banque de France. — Correspondance particulière. — Profession de foi d'Agricol Perdiguier. — Actes officiels. — Dons patriotiques. — Feuilleton.

Paris, 22 avril.

Voici la liste des candidats à l'Assemblée nationale, adoptés par le CLUB DU BANQUET.

1<sup>o</sup> Les membres du Gouvernement provisoire :

Dupont (de l'Eure).	Armand Marrast.
Lamartine.	Ferdinand Florent.
Ledru-Rollin.	Marie.
François Arago.	Crémieux.
Louis Blanc.	Albert, ouvrier.

2<sup>o</sup> Les ouvriers, choisis par les délégués du Luxembourg.

Savary, cordonnier.	Cartigny, tisseur en châles.
Montagne, forgeron.	Redon, chapelier.
Valerio, seigneur de long.	Guillaumou, cordonnier.
Drevet, mécanicien.	Charles, compagnon des de-
Adam, corroyeur.	voirs réunis.
Mallarmet, ouvrier en bronze.	Lagarde, horloger.
Gautier, dessinateur.	Agricol Perdiguier, menuisier.
Chevassus, doreur-passement-	Hubert, corroyeur (ancien dé-
Flotte, cuisinier.	tenu politique).
Dupuis, serrurier.	Martin Bernard, typographe
Bérard (Philippe), tailleur.	(ancien détenu politique).
	Grivaux, peintre en bâtiments.

3<sup>o</sup> Les citoyens dont les noms suivent qui ont été accueillis, soit à l'unanimité, soit à la grande majorité par le club; nous les inscrivons dans l'ordre alphabétique.

Champion dit le Petit man-	Dalton-Shée.
teau bleu.	Delestra, peintre, ex-membre
Considérant (Victor), rédac-	du conseil général.
teur en chef de la Démocra-	Delmas (Louis), élève actuel
tie pacifique.	de l'Ecole polytechnique.
Gannon, ouvrier.	Perdiguier Agricol., ouvrier
Guillaumou, ouvrier cordonn-	menuisier.
Kersausie.	Raspail.
Lammenais.	Thierry, administrateur des
Lesserté, docteur médecin.	hospices.
Marye, docteur médecin.	Vallier, officier en retraite.

Nous engageons tous nos concitoyens à choisir leurs 54 noms parmi ceux qu'on vient de lire.

## La Fête de la Fraternité.

Le souvenir du 20 avril 1848 restera dans l'histoire de l'humanité, comme un des plus magnifiques et des plus saints.

Une consécration solennelle manquait encore à la jeune République Française, née il y a deux mois sur les débris d'un trône : cette consécration, la fête de la Fraternité la lui a donnée.

Heureux, mille fois heureux les yeux qui ont vu ce grand spectacle; heureux les cœurs qui ont battu en l'admirant; heureuses les lèvres qui l'ont béni par leurs chants et par leurs vivats.

Nos pères nous vantaient un jour sublime de leur enfance, la Fédération du Champ-de-Mars; nos pleurs coulaient à leurs récits; nous leur disions : « Au prix de vos cheveux blancs nous voudrions avoir vu comme vous cette grande fête Nationale. »

Ne portons plus envie au bonheur de nos pères. Nous aussi nous avons été régénérés par le baptême de la Fraternité; nous aussi nous avons tressailli devant une puissante manifestation du culte républicain.

Car des fêtes comme celle du 20 avril ne sont pas de vaines parades politiques, mais bien plutôt l'expression la plus éclatante de la vraie croyance religieuse.

Un des prophètes d'Israël, harpe d'or inspirée par Dieu, chantait, il y a trois mille ans, cette strophe immortelle : « Qu'il est bon, qu'il est agréable pour des frères de se réunir. »

Plus tard, un des disciples du Christ écrivait dans ce code sublime de l'amour, qu'on nomme l'Evangile, ces mots qui doivent être la règle du monde :

« Vous êtes tous frères. »

Plus tard encore, la première Révolution Française, cette grande révélation d'en haut, ce vaste commentaire de l'Evangile, inscrivit sur son étendard, à côté des mots : « LIBERTÉ, EGALITÉ, » le nom touchant du lien qui doit resserrer tous les hommes : « FRATERNITÉ. » 1830 l'avait dit aussi.

Le fils glorieux du 14 juillet 1789, le 21 février a répété à son tour le cri du prophète d'Israël, de l'apôtre du Christ, de la première Révolution Française et de 1830 ! Il nous a dit à tous :

« Qu'il est bon, qu'il est agréable pour des frères de se réunir ! »

« Vous êtes tous frères ! »  
« Fraternité ! Fraternité ! Solidarité ! Unité ! »  
Le lendemain du jour où nos armes ont chassé la dynastie impie qui nous refusait nos droits, nous nous sommes serrés cœur contre cœur, et la main dans la main, nous avons tous dit : « Soyons frères ! »

De telles paroles, élan sincère de l'âme, ne renferment-elles pas toute une religion ? Ou plutôt est-il une religion plus belle ?

Non certes, il n'en est pas. Celui-là seul est saint aux yeux de Dieu, juge éternel qui pèse chacune de nos actions dans les balances de la justice; celui-là seul est pur, qui sent palpiter en lui un amour sans bornes de l'humanité, et qui accomplit avec enthousiasme toutes les inspirations généreuses, qu'un tel sentiment lui révèle.

Le Christ qui dans sa vie fut le modèle le plus parfait de la mansuétude et de l'amour, le Christ qui n'ouvrait la bouche que pour bénir et faire entendre des paroles d'affection, le Christ a dit pourtant un jour : « Celui qui prie à son frère *raca*, sera maudit ! »

Arrière donc les hommes égoïstes, cœurs de marbre qui restent froids devant la misère de leurs frères.

Arrière les hommes haineux, qui ont le malheur de méconnaître la sainte Fraternité, et qui empoisonnent de leur fiel la vie de ceux qui les entourent...

Car c'est à eux que s'adresse la malediction du Christ ! Car de tels hommes sont des impies !

Puissent-ils être éclairés par le rayon qui nous illumine ! Ne les maudissons pas... c'est à Dieu de les juger.

Plaignons-les au contraire; car ils sont bien malheureux de ne pas comprendre les ineffables délices de l'union fraternelle : ils sont bien malheureux si leur âme n'a pas été émue le 20 avril 1848.

Tout était joie et fête dans la grande cité.

Peuple, armée, garde nationale, hommes, femmes, enfants, étaient réunis dans une confusion sublime. De la Bastille à l'Arc de l'Etoile, coulait un fleuve de baïonnettes, que bordait de chaque côté un double courant d'hommes et de femmes.

Pour la première fois peut-être le sentiment de la Fraternité réalisait l'Egalité. Il n'y avait plus de rangs, plus de classes : la blouse coudoyait l'uniforme : les mains blanches de la patricienne serraient les mains calleuses de la femme du peuple; soldats et gardes citoyens s'em-

## FEUILLETON.

### LA CROIX AUX TROIS MERCIERS.

LÉGENDE BRETONNE.

Un dimanche matin du mois de janvier, je m'en allais, en compagnie d'un bon paysan, sur la route qui conduit de Lamballe à Saint-Brieuc, deux villes bretonnes, situées dans le département des Côtes-du-Nord; mon compagnon était venu, selon la coutume des paysans bretons, à la première messe du dimanche; car les messes sont rares dans les petites communes du pays, desservies pour la plupart par un seul prêtre. De plus, en venant à la ville, on peut faire à la fois les affaires de son ami et celles de sa maison. Il était facile de le reconnaître au *bissac* (en meilleur français *besace*), que Milet, c'était le nom du paysan, portait sur ses épaules : ce *bissac* était rempli de provisions faites à Lamballe.

Je portais moi-même sur mon dos ma carnaissière, sur mes épaules un fusil, et j'étais suivi de mon chien, qui marchait, tête basse, sur mes talons.

Depuis deux jours, avant celui dont je parle, il avait neigé. Les champs, le chemin, les arbres étaient couverts de neige, et si la route, que nous suivions, n'avait pas été, en qualité de route royale, aussi fréquentée, on n'aurait pu y marcher qu'à grand-peine; mais les piétons, les chevaux, les voitures surtout y avaient pratiqué plus d'un sentier. Le long des deux chaussées s'étendait un sillon noirci de neige glacée et battue.

Milet allait devant, la tête baissée et couverte d'un large chapeau de feutre grossier, les bras croisés sur la poitrine, de façon à cacher ses mains engourdies sous sa veste bretonne. C'était un vieux soldat de l'Empire, dont il avait fait presque toutes les campagnes, voir même celle de Russie, que

cette journée brumeuse et froide devait assez parfaitement lui rappeler. En Bretagne, quoiqu'on l'ait chantée, le soleil n'est pas toujours chaud et splendide, et quand l'hiver est rude, cette contrée est une petite Sibérie : c'était justement ce que mon vieux soldat me disait, en pressant le pas pour se réchauffer.

En 1812, dans les plaines de Russie, il faisait plus froid qu'il ne fait aujourd'hui; mais, à cette époque, j'avais à peine trente ans et beaucoup de courage. Aujourd'hui, j'en vais avoir soixante et j'ai usé ma vie dans des fatigues de toutes sortes.

Milet avait beaucoup voyagé, beaucoup vu, beaucoup retenu. Aussi les jeunes gens trouvaient en lui un joyeux compère. Il fallait voir comme on l'écoutait, le soir, au coin du feu, lorsqu'il contait avec orgueil les glorieuses batailles auxquelles il avait assisté, lorsqu'il parlait de son vieux empereur. Il sentait son importance et savait bien qu'il n'ennuyait jamais avec de pareils récits. Toutefois, pour varier son répertoire, il pouvait, car il les savait toutes, raconter encore les histoires de revenants, de loups-garous, les légendes d'amour.

Du reste, ses récits étaient presque toujours intéressants, naïfs, quand ils n'imposaient pas à l'esprit par le prestige des événements, quoiqu'ils sortissent de la bouche d'un paysan breton. Pour ma part, j'aime mieux entendre le récit d'une bataille faite par quelqu'un qui a laissé de son sang, que de le lire dans un beau livre, souvent rempli d'erreurs, même quand il n'est pas rempli de passion. Il n'est guère d'histoires parfaitement vraies, encore qu'elles soient contemporaines; je leur ai toujours préféré des récits particuliers qui deviennent des légendes.

Le dimanche dont je parle, mon vieux soldat et moi nous nous rendions ensemble à sa ferme. Pour cela, il fallait quitter la route, tourner à droite et suivre un chemin de traverse. Au détour du chemin, ce qui n'est pas rare en Bretagne, il y

avait une petite croix de pierre, placée sur un piédestal aussi en pierre, élevé lui-même sur un talus du champ voisin. Je savais depuis longtemps que cette croix s'appelait la *croix aux trois merciers*; mais je n'avais jamais eu la fantaisie de demander pourquoi elle portait ce nom. En passant devant elle, mon compagnon, en bon breton, se découvrit la tête, se signa pieusement et marmotta tout bas quelque prière.

La curiosité me prit d'en connaître l'histoire.

— Ah! ça, Milet, vous qui connaissez toutes les légendes du pays, dites-moi donc pourquoi cette croix-ci s'appelle la *Croix aux trois merciers*?

— Très-volontiers, monsieur, d'autant mieux qu'il s'y rattache un événement assez triste, que mon père m'a bien souvent répété.

Il se recueillit quelques instants, et voici ce que j'appris :

— Il y a tout au plus soixante ans que cette croix est plantée; mon père m'a dit bien des fois qu'il avait assisté à la cérémonie de la plantation.

Un jour d'hiver, comme celui-ci, trois petits porte-balles, que nous appelons, dans le pays, des *merciers*, s'en allaient le paquet au dos, de Lamballe à Saint-Brieuc. Le temps était dur, le vent froid en diable; il neigeait. Les trois petits merciers, dont le plus âgé avait à peine quinze ans, marchaient à grande peine, au milieu de cette neige, qui, en continuant de tomber, cachait de plus en plus les sentiers frayés. Il faut vous dire que la route était alors loin d'être aussi belle, aussi commode qu'elle l'est aujourd'hui et qu'arrivés, à cet endroit, ils avaient encore quatre lieues de pays à faire pour se rendre à Saint-Brieuc, c'est-à-dire cinq lieues d'aprèsent.

Le plus jeune surtout, qui était malade, criait sans cesse aux autres qu'il ne pouvait aller plus loin. De temps en temps, il passait bien sur la route quelque voiture, que les trois enfants regardaient d'un oeil d'envie; mais il n'avaient pas d'argent, s'ils avaient de la marchandise : ils étaient forcés d'aller à pied.



brassaient étroitement... Partout des chants d'allégresse, des saluts joyeux, des explosions enthousiastes... Partout l'ivresse de la Fraternité!

Les femmes qui pavoisaient les balcons sur toute la ligne des boulevards, s'unissaient à celles de leurs sœurs qui étaient descendues dans la rue pour montrer leur accord fraternel.

Un élan impétueux les a entraînées : soudainement au passage des légions, les cris de : *Vive la République vive la garde nationale!* sont partis de leurs bouches, et toutes, se dépouillant spontanément des fleurs et des rubans qui les paraient, les ont jetées de leurs fenêtres dans le large sillon d'épis de fer qui se mouvait au-dessous d'elles.

Un instant après, toutes les baïonnettes étaient ornées de nœuds de rubans ou de fleurs.

Le souvenir du 16 avril avait disparu avec le fantôme de la réaction : la même foule, agitée, presque furieuse il y a quatre jours, oubliait ses alarmes, et, confiante dans sa force, marchait calme et triomphante. Les légions des travailleurs croisaient à chaque instant la garde nationale, qui saluait leurs bannières. Tous sentaient la nécessité de consolider la République naissante en la basant sur l'unité; tous voulaient le faire, et ce vœu, nous devons le dire, a été accompli.

L'unité républicaine de la France est maintenant constituée.

Les sectes et les utopies auront beau faire, elles ne pourront plus diviser.

Quatre cent mille hommes en armes ont pacifiquement proclamé les grands principes qui seront le salut du pays. Six cent mille autres voix ont répété dans un écho formidable leurs acclamations démocratiques et fraternelles. La République n'a plus d'ennemis à craindre.

Ah! nous le répétons avec foi, le 20 avril 1848 est un des plus beaux jours qu'ait jamais immortalisés, non pas seulement l'histoire de la France, mais encore celle de l'Humanité toute entière.

GEORGES OLIVIER.

### Description de la fête.

De l'arc de l'Etoile à la Bastille, le long des quais, le long des boulevards, le long des avenues, sur les places, dans les rues, partout se dressait une immense forêt de baïonnettes. Tous les costumes, tous les uniformes se groupaient et passaient tour à tour. Les douze légions de la garde nationale sédentaire, les légions de la banlieue, l'artillerie, la cavalerie civique, les légions de la banlieue avec leurs compagnies hors ligne, la garde mobile bivouaquaient ça et là, se mêlant, se confondant avec les troupes des divers régiments en garnison dans les environs de Paris, et qui avaient été appelées pour prendre part à cette grande fête de la fraternité.

Il y avait des régiments d'infanterie de ligne et d'infanterie légère; des cuirassiers au casque et à la cuirasse de fer; des dragons au plastron orange; des lanciers au schawka polonais, à la lance garnie d'une flamme tricolore; des chasseurs au colbac velu; des artilleurs à la crinière écarlate; des carabiniers au casque et à la cuirasse dorés, à la crinière rouge; des gardes républicaines de Paris aux vêtements bleus et rouges; des soldats du génie; des marins du ministère de la marine, etc.

Enfin, lassé, accablé, brisé, le plus jeune s'arrêta; puis, après avoir jeté sa balle à terre, il s'assit dessus en pleurant. Pauvre enfant! s'il était d'Auvergne, il se trouverait à deux cents lieues de son pays, de sa mère; s'il était de Savoie, à combien plus!

Ses camarades l'entourèrent et cherchèrent à lui donner un courage qui commençait à leur manquer à eux-mêmes. C'était un tableau à attendrir un voiturier s'en allant à vide, à attendre le ciel avant tout!... et pourtant la neige tombait toujours, à chaque instant plus épaisse!... Depuis quelques minutes, les trois enfants étaient ainsi arrêtés sur le bord de la route; car les deux autres s'étaient, comme le premier, assis sur leurs balles, déposées à terre, ou plutôt à neige; il y en avait, pour le moins, une hauteur d'un demi-pied.

Ils pleurèrent tous les trois. En ce moment, il passa devant eux une voiture bien fermée, allant au petit pas des chevaux. A la vue de cette voiture, dont la neige étouffait le bruit et qui ne pouvait renfermer qu'un riche personnage, les trois enfants formèrent un projet :

— Si nous allions, dit l'un, demander l'aumône à ces voyageurs?... Sans doute on nous donnera quelque chose.

— Mais, objecta le second, jamais la somme ne sera celle qu'il nous faudrait pour payer notre logement à la première auberge et pour nous faire conduire jusqu'à Saint-Brieuc.

— Quel moyen employer alors? ajouta le troisième, le plus jeune, celui qui pleurait, qui grelottait de froid et de faim.

— J'en connais un, reprit le premier.

— Voyons-le, dirent les autres.

— Qu'un de nous fasse le mort, et les deux autres iront se lamenter auprès des personnes de la voiture, demandant de quoi faire enterrer leur camarade. Si ces personnes sont charitables, elles nous donneront assez pour continuer notre route.

— C'est vrai, dirent les autres; le moyen peut être bon.

Puis, à côté des ouvriers de la guerre, des ouvriers de la paix et de l'industrie : les travailleurs des ateliers nationaux, des représentants des divers corps des travailleurs de Paris, portant ces mêmes bannières avec lesquelles ils se dirigeaient dimanche vers l'Hôtel-de-Ville. Mais aujourd'hui toutes divisions avaient disparu; un seul sentiment remplissait tous les cœurs : la fraternité. Les armes mêmes avaient pris un caractère fraternel et pacifique. Au lieu de cartouches, les fusils étaient ornés de fleurs et de verdure.

Dès huit heures, cette immense foule armée était à son poste, en masses serrées, sur une longueur de plus de cinq lieues; les bataillons de la garde mobile et les détachements de l'armée étaient intercalés entre les légions de la garde nationale.

A dix heures et demie, les membres du Gouvernement provisoire se sont rendus à l'Arc-de-l'Etoile où devait se faire la distribution des drapeaux.

Une vaste estrade pratiquée sous forme elliptique en avant de ce monument s'enfonçait au-dessous de la voûte à-peu-près jusqu'à moitié de la hauteur. Tout autour s'élevaient quatorze faisceaux de drapeaux tricolores, et aux deux extrémités de l'estrade de grandes bannières aux couleurs nationales flottaient au vent, soutenues par des mâts portant ces dates : 25, 24 Février 1848.

Ce vaste amphithéâtre encadré par l'Arc-de-Triomphe et tout fourmillant de têtes, offrait un coup-d'œil magnifique. Le grandiose de l'architecture, le caractère militaire du moment, s'alliaient merveilleusement avec le sentiment qui présidait à la fête. La cérémonie patriotique et l'édifice s'expliquaient mutuellement.

Ces bas-reliefs gigantesques, qui traduisent les strophes de la *Marseillaise*, ressortaient plus beaux et plus poétiques au son de cette musique, qui redisait la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*; au milieu de cette foule patriotique qui les entourait, qui s'y mêlait, qui s'y encadrait.

La partie supérieure de l'estrade était occupée par des femmes à la toilette élégante, dont la présence adoucissait l'austérité du spectacle.

Au centre de l'estrade et sur le premier plan siégeaient les membres du Gouvernement provisoire. On arrivait jusqu'à eux par une rampe élevée dans une travée bordée de deux urnes antiques. Derrière eux siégeaient les ministres et sous-secrétaires d'Etat; puis le conseil d'Etat, des députations des corps judiciaires en costume; de la cour de cassation en robe rouge, de la cour des comptes, de la cour d'appel et des tribunaux en robe noire; des officiers généraux des armées de terre et de mer; des fonctionnaires administratifs; des ingénieurs des ponts-et-chaussées; des membres du conseil de l'instruction publique, etc.

La situation de l'Arc-de-l'Etoile, à l'extrémité de la belle avenue des Champs-Élysées, sur une hauteur d'où la vue plane sur une vaste surface découverte, et que l'on aperçoit de si loin, permettait de donner à cette fête gigantesque un caractère d'unité. Ce monument a désormais son rôle obligé dans nos fêtes patriotiques.

Cette fête avait pour but la remise des drapeaux aux différents corps armés. Le *Moniteur du soir* décrit ainsi la cérémonie.

La distribution des drapeaux a commencé par la garde nationale de la banlieue, et s'est poursuivie sans interruption jusqu'à la fin, dans l'ordre de placement de la

colonne, et non dans l'ordre des numéros des légions, bataillons ou régiments.

Au moment où les légions, détachements ou bataillons arrivaient près de l'Arc-de-Triomphe, le colonel ou le chef de bataillon faisait faire halte, montait sur l'estrade, où il recevait des mains de l'un des membres du Gouvernement provisoire le drapeau qui lui était destiné, puis il le remettait au porte-drapeau, retournait à son corps, commandait la marche, et le défilé se faisait de suite, par bataillon en masse et par peloton; puis la légion, détachement ou bataillon, retournait à son quartier.

La forme des drapeaux distribués aux gardes nationales et à l'armée est toute nouvelle : la hampe est surmontée d'une pique au bas de laquelle est un médaillon où se trouve gravé en relief le coq gaulois, et au-dessous de ce médaillon une plaque oblongue portant, comme les enseignes de Rome, les lettres initiales R. F., également gravées en relief.

Dans la partie blanche de la flamme, au centre d'une couronne en feuille de chêne, on lit en lettres d'or les mots : *Liberté, Egalité, Fraternité*, et au milieu le mot : *Unité*.

Les mots : *République française* sont en outre inscrits sur le drapeau.

Au moment où chaque chef de corps, accompagné de ses porte-drapeaux, recevait ce nouveau symbole patriotique, les membres du Gouvernement qui les distribuaient successivement répétaient à haute voix la formule suivante :

« Au nom de Dieu et du Peuple, vous jurez de défendre à toujours le drapeau que la République vous confie. »

Chaque chef de corps prononçait à haute voix les mots : *Je le jure!* et : *Vive la République!*

Pendant le trajet d'aller et de retour, et pendant toute la durée de la cérémonie, la garde nationale sédentaire et mobile a fraternisé avec les représentants de l'armée, et n'a cessé de leur donner des marques de la plus vive sympathie et de la plus cordiale affection.

Malgré la pluie, une foule immense de curieux s'est portée vers les Champs-Élysées et sur la place de l'Etoile; sur toute la ligne des boulevards, des quais, et dans l'avenue des Champs-Élysées, les fenêtres resplendissaient de visages heureux; les femmes agitaient leurs mouchoirs et battaient des mains au passage des milices.

Le défilé a duré toute la journée, et ne s'est terminé qu'assez tard dans la nuit.

Tout Paris a été splendidement illuminé.

### Veillons sur nos urnes de scrutin.

La question suivante a été posée avec raison au club du Banquet.

— Qui gardera les urnes du scrutin dans la nuit du 25 au 24 avril, et les garantira contre les tentatives de substitutions de votes?

On l'a ainsi résolue à l'unanimité :

Demande sera faite au colonel de la légion que des postes de gardes nationaux volontaires, commandés chacun par un officier, aillent veiller à la porte des locaux dont les clefs auront été remises à la mairie. G. O.

### Un héros de Juillet et de Février.

Parmi les candidats qui s'offrent aux suffrages des électeurs du département de la Seine, bien peu donnent

— Qui fera le mort?

Il était tout choisi. Le plus jeune pouvait à peine se bouger. Il fut arrêté qu'il resterait sur le bord du chemin, qu'il se coulerait sur les paquets, et que les deux autres, plus ingambes, courraient après la voiture. Elle marchait si doucement qu'elle était à peine à cinquante pas des deux merciers, qui l'eurent bientôt rattrapée.

Or, la personne qui voyageait ainsi en voiture n'était autre que l'évêque de Saint-Brieuc. Au récit que lui firent en pleurant, les deux enfants, l'évêque, qui était bon et charitable, ordonna de tourner sa voiture et se rendit au plus vite à l'endroit indiqué. Les deux merciers n'en étaient pas plus contents; car leur ruse allait être découverte. Pourtant ils s'en consolaient, en pensant qu'ils pourraient toujours dire que leur camarade paraissait mort. L'évêque, dans tous les cas, ne manquerait pas de les assister, peut-être de les emmener dans sa voiture, qui était grande et dans laquelle il se trouvait seul. Ils arrivèrent auprès de leur camarade.

Hélas, il était mort!... Soit que Dieu eût voulu punir leur mensonge et leur ruse, soit que la vie fût épuisée en lui, il était tombé dans la neige froide, glacée, bien mort!... pauvre enfant!...

A cette vue, les deux autres ne purent retenir des larmes amères; dans leur repentir, ils racontèrent tout à l'évêque.

Il était si bon, il fut si touché de leurs larmes, qu'il n'eut pas la force de leur faire des reproches, et aimant mieux, dans sa pitié, accuser l'hiver que la colère de Dieu, de la mort du petit mercier.

Il fit porter le mort dans sa voiture. Les enfants montèrent avec l'évêque, pleurant plus fort, à chaque instant, du tableau qu'ils eurent devant les yeux jusqu'à la voiture. L'évêque fit inhumer le petit mercier et pria pour lui, quoiqu'il ne doutât pas que sa mort, après de telles souffrances, ne lui fut comptée au ciel.

Les deux autres partirent de Saint-Brieuc, la bourse pleine, grâce au bon évêque.

Ils repassèrent par le même endroit pour retourner dans leur pays, et pour témoigner combien ils regrettaient leur ami, ils racontèrent au curé de Maroué cette lamentable histoire, à la place où un pauvre enfant était mort de froid et de faim!...

ERNEST AMYOT.

### Théâtres.

L'art dramatique, pour nous servir d'un terme usité, est dans le marasme : plusieurs théâtres sont déserts ou à peu près. — Mais à qui la faute? MM. les directeurs n'ont pas su combattre tous, l'indifférence du public en matière théâtrale, ils ont été effrayés des réunions des clubs, et ont laissé leurs affiches dans un état de stagnation déplorable. Quelques-uns, cependant, ont compris que, dans l'intérêt des artistes comme dans l'intérêt des citoyens, il fallait faire *peau neuve* et offrir au public de ces nouveautés attrayantes qui toujours font salle comble. — Ainsi, entr'autres, a agi l'habile directeur des Folies Dramatiques. — Grâce à Raimbaut et C<sup>ie</sup>, M. Botte, etc., dont les fidèles interprètes sont Dumoulin, M<sup>lle</sup> Freneix et Lepeintre aîné, M. Mourier a su enchaîner à son théâtre ce public qui depuis si longtemps en a fait la fortune et aujourd'hui la continue.

— Le Théâtre-Historique annonce pour aujourd'hui la reprise du *Chevalier de Maison-Rouge*, avec un nouveau prologue.

Le courant des idées actuelles réclamait ce travail du citoyen Alexandre Dumas : il a démocratisé son drame monarchique; ce qui faisait dire au parterre du Théâtre-Historique que le *Chevalier de Maison-Rouge* allait être, comme beaucoup de gens, un républicain du lendemain.



autant de garanties que le citoyen Lesserré, docteur en médecine, combattant énergique des trois jours de Juillet 1830, combattant désespéré des trois jours de Février 1848, et blessé le 24, à l'attaque du Château-d'Eau.

Retenu au lit par une fracture de la cuisse, le citoyen Lesserré, dans sa modestie, ne songeait pas même, il y a trois semaines, à l'honneur insigne de représenter la ville de Paris à l'Assemblée constituante, lorsque plusieurs de ses amis, témoins de ses luttres incessantes, depuis dix-huit ans, pour la cause républicaine, vinrent lui supplier de se laisser inscrire comme candidat sur leurs listes.

Le brave Lesserré voulut d'abord refuser, mais l'amitié fut plus forte que sa résistance: il céda. Mais au lieu d'écrire une de ces longues et vaniteuses professions de foi qui disent peu de chose en beaucoup de mots, il dicta quelques lignes à un de ses amis, quelques lignes où beaucoup de nobles idées se trouvaient résumées en peu de mots.

Voici cette courte mais éloquente profession de foi :

Ma profession de foi est dans le rapprochement de quatre dates échelonnées dans le cours de ma vie politique.

1° Je me suis battu en 1830 et j'ai reçu la décoration de juillet.

2° Je me suis battu en juin et j'ai été obligé de me cacher pour échapper à une incarcération.

3° J'ai présidé en 1840, en pleine monarchie, le banquet républicain de Châtillon.

4° Enfin, le 24 février 1848, capitaine de la garde nationale, je me suis jeté dans l'insurrection où j'ai reçu la blessure qui me tient cruellement attaché sur mon lit.

Je n'ai plus rien autre chose à dire.

Après ces paroles, élan d'un cœur sincèrement républicain, après ces modestes états de service d'un citoyen qui n'est pas seulement un combattant courageux mais encore un penseur éclairé, nous espérons que tous les gens de cœur se rallieront autour de nous pour lui assurer l'hommage de leurs voix.

Le citoyen Lesserré a depuis longtemps conquis nos suffrages; nous ne pensons pas que nos lecteurs lui refusent leurs votes.

Républicain vaillant, créateur et soutien de la *Reforme*, ce courageux drapeau du parti démocratique, ami de la classe ouvrière, Lesserré mérite à tous égards de représenter les électeurs de Paris à l'Assemblée nationale.

G. O.

### Proclamation d'un ouvrier.

Nous trouvons la proclamation qu'on va lire dans le *Journal de la Marne*. Ecrite par un travailleur, cette proclamation est l'expression vraie des sentiments du peuple, sentiments généreux et véritablement républicains. Nous avons pensé qu'on ne pouvait pas donner trop de publicité à des pensées éloquentement rendues et rayonnantes de vérité. Avec de tels hommes pour représentants, l'avenir de la France est assuré.

Aux Ouvriers.

Citoyens Ouvriers, nos frères,

L'ère de la République Française a donné à tous les peuples un exemple éclatant de magnanimité qu'ils s'empres- sent de suivre. Elle offre à tous les citoyens une voie nouvelle. L'ouvrier, trop longtemps reconnu pour un être-ma- chine dans la société, se trouve réintégré dans ses droits. De- puis dix-sept ans nous avons été tenus dans un état d'illo- tisme; maintenant profitons de l'instant que la victoire des enfants de Paris nous a donné pour faire représenter la classe ouvrière avec la dignité qui lui convient. Usons de notre pou- voir avec prudence et modération; que nos lois, si longtemps méconnues, soient notre garantie; montrons au gouverne- ment déchu que, loin d'approuver l'anarchie, nous serons les premiers à la réprimer partout où elle se rencontrera; que la France saura faire respecter ses droits à l'intérieur et à l'extérieur, et qu'elle sera toujours la plus noble et la plus magnanime nation du monde! Malheur aux traitres qui vou- draient semer des insinuations perfides contre le gouverne- ment du peuple; le sang de nos frères a cimenté notre puis- sance; mais ne confondons pas la véritable liberté avec la li- cence; que le bien public et l'intérêt de la patrie nous guident. Que les rois apprennent à respecter ceux qu'ils vou- laient tenir dans un perpétuel esclavage. L'empreinte de nos fers doit s'effacer sous un gouvernement ami des institutions libérales, si nous savons choisir avec sagesse nos représen- tants: prenons-les parmi ceux qui se sont dévoués à la cause commune. *Liberté, égalité, fraternité*, telle est notre devise; ne dévions pas de nos principes, si nous voulons voir la pros- périté, exilée par un tyran, renaître dans notre belle patrie; du travail et du pain, voilà ce que demande l'ouvrier, voilà ce que le gouvernement futur nous a promis. Confiance et sécurité. Nous avons appris à l'univers ce que peut un peu- ple libre auquel on veut ôter ses droits; que notre modéra- tion après la victoire apprenne au monde entier que les ou- vriers sont dignes de l'œuvre régénératrice qu'ils ont entre- prise, et qu'ils sauront punir quiconque oserait y attenter.

Vive la République!

Au nom des ouvriers châlonnais,  
Eugène HERMANT de Dorval,  
Ouvrier plâtrier chez M. Bouquant.

Un des amis du citoyen Trelat nous communique la lettre suivante qui lui a été adressée.

Mon cher ami,

Votre lettre me fait un profond chagrin. Celles que j'ai re-

çues à Clermont, à Limoges, à Guéret, les instances qui m'ont entouré, mon élection dans la 13<sup>me</sup> légion malgré mon refus formel par lettres positives, n'avaient pas ébranlé ma résolution de rester dans la 12<sup>me</sup> légion.

Toutefois, on invoqua une raison d'utilité et un devoir de dévouement. Alors, je ne voulus plus me déterminer par moi-même, et je remis la décision de la question à mes amis les plus éprouvés.

Guinard, Charles Thomas et le général Courtais, juges de la question sur les lieux, m'ont écrit qu'il ne m'était pas permis de délibérer plus longtemps, que par une haute raison d'utilité je devais accepter le grade de colonel de la 13<sup>me</sup> légion. J'ai envoyé hier mon acceptation, et à la 12<sup>me</sup> légion mes remerciements.

Vous me rendez bien malheureux. Voyez le général Cour- tais et mon bon ami Guinard, à l'état-major de la garde na- tionale, au Carrousel. Demandez à leur parler de ma part, et donnez-leur lecture de ma lettre.

Je confie à votre loyauté et à l'emploi discrétionnaire que vous en ferez, après convention délibérée et arrêtée avec le général et avec Guinard, la démission conditionnelle ci-incluse que je n'ai que le temps d'écrire à la hâte.

A vous de cœur, et ne m'oubliez pas autour de vous,  
TRELAT.

Répondez-moi à Clermont-Ferrand.

Le citoyen Emile Trelat fils du lieutenant colonel dési- gné par les suffrages du XII<sup>e</sup> arrondissement, a écrit à ce même ami de son père les lignes qui suivent.

Moulins, 12 avril 1848, au moment de monter en voiture. Quelques gardes nationaux doutent encore que le citoyen Trelat ait accepté le grade de lieutenant-colonel de la 12<sup>me</sup> légion. En son absence forcée, je me hâte de certifier que j'ai quitté mon père il y a huit jours pour venir porter à l'état-major de la garde nationale de Paris sa démission de colonel de la légion de cavalerie de Paris, et son acceptation de lieutenant-colonel de la 12<sup>me</sup> légion, qui a toutes ses sympathies.

Emile TRELAT.

Melun, 20 avril 1848.

On doit comprendre d'après cette correspondance pourquoi jusqu'ici on avait ignoré la détermination du citoyen Trelat. C'est que le Gouvernement provisoire ju- geoit bon qu'il optât pour la XIII<sup>e</sup> légion et le priaît de le faire.

Dégagé aujourd'hui de ce lien de complaisance aux désirs de l'Hôtel-de-Ville, le citoyen Trelat a opté pour le grade de lieutenant-colonel de la XII<sup>e</sup> légion.

La légion de cavalerie aura donc à recommencer ses élections. D'ailleurs son choix est déjà fait. Le citoyen Lamartine a qui les épaulettes de colonel ont été offertes, a cédé aux vives instances des électeurs, et les votes se- ront unanimes pour lui.

### XII<sup>e</sup> Arrondissement.

La XII<sup>e</sup> légion était une des plus nombreuses à la grande revue de jeudi. Elle a eu sa large part dans l'ova- tion que recevait de tous côtés la garde nationale. Par- tout sur son passage, la XII<sup>e</sup> légion a été accueillie par des acclamations répétées: VIVE LA XII<sup>e</sup>! VIVE LA LÉGION DU BANQUET.

Dans la rue Rambuteau, et sur les boulevards une pluie de lilas s'est abattue de tous les balcons dans nos rangs, avec des fleurs artificielles; le *Constitutionnel* en a fait la remarque dans son numéro de vendredi.

Mais comment se fait-il qu'en défilant à l'Arc-de- Triomphe, la XII<sup>e</sup> légion n'ait pas même vu son dra- peau.

Comment se fait-il qu'après le défilé aucun de ses chefs supérieurs n'ait paru devant elle, et que chaque compa- gnie se soit ralliée comme elle a pu afin de ne pas s'en aller en désordre?

Comment se fait-il que les tambours avaient tous dis- paru?

Ne pouvait-on pas faire en sorte que l'ordre fut gardé dans les rangs afin de revenir en masse, drapeaux et musique en tête, au point de départ.

Chacun de nous le désirait; aucun ne l'eût refusé. Tous ont regretté qu'il n'en ait pas été ainsi.

Nous espérons qu'à la première prise d'armes, notre remarque, expression du vœu unanime, aura été prise en considération, et que la légion ne sera point désunie au retour dans son arrondissement.

### Protestation adressée au maire de Paris.

— On nous communique, avec prière de l'insérer, la supplique suivante qui a été placardée aujourd'hui sur tous les murs de notre arrondissement.

Citoyen maire, s'il appartient aux hommes libres et courageux de renverser l'oppression et la tyrannie, c'est le devoir des hommes libres et intelligents de protester contre l'ineptie et l'incapacité d'une administration qui, après s'être imposée, n'a signalé sa présence que par le désordre le plus caractérisé et le plus dangereux.

Longtemps, trop longtemps, l'oppression a privé le peuple de ses droits, aujourd'hui l'incapacité va le plon- ger dans l'erreur, dans la fatigue, dans le découragement et le conduire au dégoût et à l'abandon de ses droits.

Un grand nombre d'électeurs ont pu reconnaître avec quelle négligence ont été faites les listes qui n'ont été ni

imprimées, ni exposées, avec quelle morgue on les a renvoyés d'un lieu à l'autre, pour finir par leur dire qu'ils n'étaient pas inscrits et qu'ils eussent à revenir.

Beaucoup se fatiguent de ces démarches, de ces at- tentes, de ces nombreuses visites, faites aux divers em- ployés de la mairie, visites qui n'aboutissent qu'à leur faire voir au bas comme au sommet de l'échelle, même négligence et même inhabilité.

Laisserons-nous périr nos droits dans un tel gouffre? Non!... l'ineptie pas plus que la tyrannie ne doit les ab- sorber, les détruire.

Un tel état de choses ne peut pas, ne doit pas durer. Votre justice, citoyen Maire, l'intérêt que vous portez au peuple, doivent vous inviter à parer aux inconvénients sans nombre qu'il peut engendrer.

Salut et Fraternité!...

A. TREMBLOY.

Paris, 22 avril 1848.

Vive la République.

Cette protestation se signe, place du Panthéon, n° 9.

La banque de France publie son résumé hebdoma- daire. D'après ce bulletin, sa réserve métallique est tombée à 41 millions, ce qui, comparativement à la situation de la semaine dernière, présente une différence de près de 4 millions.

D'un autre côté, les effets arriérés se sont élevés à 25 millions, et les effets en souffrance se sont maintenus au chiffre de 9 millions.

Le compte courant du trésor est tombé à 37 millions, et les comptes courants divers ne sont plus que de 59 millions et demi. Cette situation n'annonce pas encore une amélioration dans la position de cet établis- sement, qui cependant est assez fort pour maintenir son crédit.

Paris, le 18 avril 1848.

A. M. le rédacteur du *Banquet social*.

Monsieur,

Plusieurs disciples de J. Jacotot, pensant que la méthode de l'émancipation intellectuelle, qui est la méthode des pau- vres, devrait avoir au moins un représentant dans l'Assem- blée nationale, nous ont engagés à solliciter ce mandat; quel- ques-uns même nous ont reproché de ne l'avoir pas fait en- core. Ce reproche nous oblige à rompre le silence; et voici notre excuse: c'est notre respect pour la souveraineté de l'opi- nion nationale. *L'égalité des intelligences* est le principe fon- damental de la méthode Jacotot. Cette égalité est la seule véritable à nos yeux, la seule sans laquelle toute autre sera à jamais impossible. Mais, malgré notre conviction à cet égard, malgré notre ardent désir de voir cette opinion se propager, malgré les progrès qu'elle fait chaque jour, nous ne nous abusons point, et nous reconnaissons que son heure n'est pas encore venue. Nous attendons avec patience, en songeant que le règne de la fraternité, proclamée par le Christ, s'est fait attendre aussi. Voilà pourquoi nous nous abstenons de solliciter l'entrée de l'Assemblée nationale, où notre principe ne serait pas compris. Mais nous continuerons à dire à l'Assemblée et à la Nation, qu'en suivant ce prin- cipe (faux pour les masses, vrai pour nous et nos discip- ples), une famille peut apprendre la lecture, l'écriture, etc., sous l'unique direction du père pauvre et ignorant, c'est-à- dire ne sachant pas même lire; que chaque atelier peut avoir son école de lecture, d'écriture, de dessin, de musique, etc., sans que cela coûte rien. Ceci n'est plus une opinion, c'est un fait. Joseph Jacotot a placé une institution dans toutes les chaumières, au sein de chaque famille; c'est le père ou la mère, même ignorants, pourvu qu'on leur donne des livres.

On prétend que le gouvernement doit l'instruction, c'est trop dire. Le gouvernement doit seulement, à notre avis, montrer à tous la source de toute instruction et laisser à cha- cun la liberté d'y puiser à son gré.

En publiant cette lettre, vous amèneriez peut-être quel- ques familles pauvres à profiter du bienfait de notre ensei- gnement, et, dans ce cas, veuillez, monsieur, recevoir tous nos remerciements.

F. JACOTOT. H. V. JACOTOT.

### AUX ÉLECTEURS DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

CITOYENS,

Je suis menuisier, fils de menuisier, et jeune encore j'étais sur les champs, c'est-à-dire sur le tour de France.

Je ne parlerai pas de mes écrits en ce qu'ils touchent au Compagnonnage; du reste, chacun doit le comprendre main- tenant, mon but était d'unir tous les Compagnons par la fra- ternité.

Mon père fut capitaine des volontaires en 1792, et le sang qu'il m'a transmis n'a jamais cessé d'être un sang républi- cain.

Je me suis réjoui de la révolution de 1830; mais la con- duite de Philippe et de la classe qui régnait avec lui m'inspi- rait le dégoût, et dans les journées des cinq et six juin 1833, je l'avoue, j'ai fait le coup de feu.

Ce moment passé, les partis manquèrent de prudence. Je les avertisais; mais ma prévoyance passait, aux yeux de quelques-uns, pour de la timidité.

Depuis, j'ai écrit des chansons, des brochures, des livres; et toujours je fus inspiré par le désir de servir mes frères les travailleurs. Le pouvoir jeta les yeux sur moi; il voulut me récompenser, ou plutôt, me corrompre. Oui:

En décembre 1841, la croix d'honneur me fut offerte; je refusai pour rester libre. Des détails vous seront donnés à cet égard si vous le désirez.

Vers le même temps, je pouvais obtenir, je le crois du



moins, un prix Montyon; mais il fallait pour cela arracher trois feuillets de mes livres, et trois feuillets surtout des plus favorables aux travailleurs et aux républicains. Je ne voulais pas condescendre à cela; je retirai mes livres du concours, et préférai vivre obscur et pauvre que d'encourir le moindre reproche de la part de ma conscience qui est très-sévère pour moi.

Depuis, comme avant, je n'ai point cessé d'agir dans le sens des idées démocratiques, et je ne crois pas qu'il soit possible de me trouver en contradiction avec moi-même, soit dans ma vie, soit dans mes écrits; je me suis toujours inspiré des douleurs des masses et de la vérité.

Mon passé on le connaît; voici maintenant pour l'avenir. Je suis pour le gouvernement républicain, pour le suffrage universel et le vote direct; je suis pour la liberté individuelle, pour la liberté d'association et de réunion; l'abus seul doit être réprimé, et le principe toujours respecté. Je suis pour la liberté de conscience et des cultes.

Je suis pour la liberté d'enseignement; et je crois que tout homme, qu'il soit l'élève des collèges ou des séminaires, ou qu'il doive son savoir aux fruits de ses études personnelles, ainsi que cela peut se voir chez quelques ouvriers persévérants, doit avoir le droit de professer, d'éclairer, d'instruire. Il suffit pour cela qu'il ait donné des preuves de sa capacité et de sa moralité. Cependant l'Etat, comme expression de la volonté de tous, doit surveiller l'instruction, et la diriger autant que possible vers le bien.

Sans cette surveillance il serait trop facile à des institutions rétrogrades, tout en recevant des traitements de l'Etat, de conspirer contre l'Etat et de lui créer, dans chacun de leurs élèves, un ennemi.

Je suis pour la liberté de la presse et de la parole. Les systèmes gouvernementaux et religieux, les actes des membres de l'autorité doivent être librement discutés, et blâmés lorsqu'ils sont blâmables. Mais celui qui conseillerait par écrit ou par parole, d'incendier, de voler, d'assassiner, de livrer la patrie à l'ennemi; qui inventerait des inculpations diffamantes pour perdre un homme, qui répandrait des doctrines indécentes, scandaleuses, immorales, serait répréhensible. Avec la liberté, il faut allier l'ordre.

Je crois que la vie privée des fonctionnaires et des particuliers mêmes ne doit point être entièrement close à tous les regards. Il était naguère trop commode à l'immoral, au corrompu, à l'agiotier, au fripon, de se réfugier derrière les articles d'une loi célèbre, protectrice des vices et des crimes, et là, à l'abri de ce rempart, d'insulter à la vérité qui voulait se faire jour, et la forcer à se cacher ou la soumettre au châtiement.

La vérité doit être permise; mais le calomniateur, le diffamateur, ne doivent point être tolérés; et j'appelle calomniateur et diffamateur, non ceux qui disent la vérité dans l'intérêt des masses et du pays, mais ceux qui attaquent dans l'ombre ou trahissent sur la sellette l'honnête homme et lui attribuent des faits et des paroles dont il est innocent, ceux enfin qui mentent à son égard par jalousie, par méchanceté, dans le seul but de le perdre. La liberté de perdre l'honnête homme, soit qu'on se serve de la presse ou de la parole, je ne puis l'approuver.

Je suis pour toutes les libertés, mais je crois qu'elles doivent avoir leurs limites et qu'elles cesseraient d'être des libertés bienfaisantes du moment qu'elles franchiraient toutes les bornes. Je suis donc pour la liberté d'écrire et de parler, et contre la licence et le mensonge seulement; et à mon sens le pays seul doit être pris pour juge, et doit lui-même préciser le point très-délicat qui sépare les choses permises de celles qui ne le sont pas. Je veux dire par là qu'il faut étendre l'institution du jury.

Arrivons maintenant aux questions de travail. L'Etat ne doit point devenir le grand propriétaire et le grand manufacturier de la France; mais je crois qu'il doit posséder des domaines et des ateliers nationaux, afin d'y recevoir les ouvriers sans ouvrage et ceux inhabiles et trop faibles qui seraient repoussés des ateliers des particuliers. Il serait aussi possible de former des ateliers d'ouvriers associés. Je crois que les ateliers de l'Etat doivent fonctionner pour les besoins de l'Etat, et éviter d'encombrer les marchés de leurs produits. L'Etat ne doit pas, selon moi, se faire marchand, mais il doit veiller à ce que le marchand ne devienne pas le maître de l'Etat.

Il faut protéger la propriété bien acquise, mais il y aurait honte, infamie, à ne pas protéger le travail et les travailleurs. Quand le grand nombre sera heureux il est impossible que le petit nombre ne le soit pas; quand les pauvres seront contents, pourquoi les riches, qui resteront les riches, ne le seraient-ils pas? Il y aurait de leur part aveuglement, égoïsme, barbarie; ils ne seraient pas de notre siècle; ils ne comprendraient ni la patrie ni l'humanité; ils fouleraient aux pieds la justice, la morale et tout principe vraiment religieux, et il ne me resterait plus qu'à les plaindre s'ils ne se soumettaient aux nécessités du temps présent.

Où, il faut faire descendre dans le peuple l'instruction, l'éducation, le pain, les vêtements, et l'assurance d'une vie confortable. On détruira les vices en détruisant les trop révoltantes inégalités. Il faut que les droits soient égaux pour tous, que la justice soit égale pour tous; il le faut, et il le faut nécessairement. Le faible, le vieillard, ne doivent point être abandonnés.

Je ne pousserai pas plus loin, et mon passé vous répond de mon avenir. Mon cœur est républicain, il le fut toujours, il le sera toujours, et toujours le bonheur du plus grand nombre fera mon bonheur.

Voyez maintenant, citoyens, si je suis l'homme que vous désirez, si je puis vous servir; et si ma profession de foi vous paraît incomplète, lisez mes écrits; je suis démocrate en politique, je le suis en tout; ils ne recèlent donc point de contradictions de principes; mes pensées, mes desirs de jadis sont mes pensées, mes desirs d'aujourd'hui; et si les beaux préceptes de l'Evangile doivent un jour se transformer en loi positive ayant action sur les hommes, puissé-je aider, dans

la mesure de mes forces, à l'accomplissement d'une si belle œuvre!

Mais faut-il vous solliciter, vous prier avec instance de me donner vos voix? Non, ce serait manquer de dignité, de simplicité, et vous en seriez formalisés; il n'appartient qu'à la bassesse de demander à genoux, avec d'interminables protestations, le mandat dont vous allez disposer. Nous serons, vous et moi, et plus francs et plus grands!... Me croyez-vous digne de vous représenter? accordez-moi vos suffrages. Croyez-vous découvrir dans un autre candidat plus d'honnêteté, plus d'aptitude et de bons desirs que partout ailleurs? préférez-le. En tout ceci cavisagez la gravité de la situation; ayez en vue les intérêts du pays, de la France entière; portez même vos regards au-delà... et après que vous vous serez consciencieusement recueillis, quel que soit le résultat de votre résolution et de vos votes, soyez assurés de l'approbation de votre tout dévoué concitoyen,

AGRICOL PERDIGUIER,  
Rue du Faubourg-Saint-Antoine, 125.  
Paris, 12 avril 1848.

## Actes officiels du Gouvernement.

### PROCLAMATION.

Citoyens,

La République vit de liberté et de discussion. Les clubs sont pour la République un besoin, pour les citoyens un droit.

Aussi, le Gouvernement provisoire s'est-il félicité de voir sur les divers points de la capitale les citoyens s'assembler pour conférer entre eux sur les questions les plus élevées de la politique, sur la nécessité de donner à la République une impulsion énergique, vigoureuse et féconde.

Le Gouvernement provisoire protège les clubs.

Mais pour que la liberté, pour que la révolution ne soit point arrêtée dans sa marche glorieuse, gardons-nous, citoyens, de tout ce qui peut entretenir dans l'opinion des inquiétudes sérieuses et permanentes; rappelons-nous que ces inquiétudes servent d'aliment à des calomnies contre-révolutionnaires et d'arme à l'esprit de réaction; avisons donc à des mesures qui, en protégeant la sécurité publique, coupent court aux dangereuses rumeurs, aux calomnieuses alarmes. Si la discussion libre est un droit et un devoir, la discussion armée est un danger; elle peut devenir une oppression. Si la liberté des clubs est une des plus précieuses conquêtes de la Révolution, des clubs qui délibèrent en armes peuvent compromettre la liberté elle-même, exciter la lutte des passions et en faire sortir la guerre civile.

Citoyens, le Gouvernement provisoire, fidèle à son principe, veut la sécurité dans l'indépendance des opinions. Il a déjà pris des mesures propres à la protéger; il ne peut vouloir que les armes soient mêlées aux délibérations. Notre République, c'est l'union, c'est la fraternité, et ces sentiments excluent toute pensée de violence.

La meilleure sauve-garde de la liberté, c'est la liberté.  
Les membres du Gouvernement provisoire.

### AMNISTIE ACCORDÉE AUX SOUS-OFFICIERS, BRIGADIERS, CAPORAUX ET SOLDATS.

Le Gouvernement provisoire, voulant signaler par de la clémence les glorieux événements qui viennent de s'accomplir,

Sur le rapport du ministre de la guerre,  
Décrète ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Amnistie est accordée à tous sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats des troupes de terre qui sont en état de désertion, et aux jeunes soldats appelés au service qui n'ont pas rejoint le corps auquel ils étaient destinés.

Sont compris dans ces dispositions les déserteurs et insoumis qui, ayant été arrêtés ou s'étant présentés volontairement, n'ont pas été jugés et condamnés définitivement au jour de la publication du présent décret.

Art. 2. Pour profiter de l'amnistie, les déserteurs et insoumis seront tenus de se présenter, à l'effet de formuler leur déclaration de repentir, devant l'une des autorités militaires voisines du lieu où ils se trouveront et qui seront désignées à cet effet par le ministre de la guerre.

Cette déclaration devra être faite, avant l'expiration des délais ci-après, qui compteront à partir de la date du présent décret, savoir :

Deux mois pour ceux qui sont dans l'intérieur de la République;

Trois mois pour ceux qui sont en Corse;

Six mois pour ceux qui sont hors du territoire français, mais en Europe ou en Algérie;

Un an pour ceux qui sont hors d'Europe;

Et dix huit mois pour ceux qui sont au delà du cap de Bonne-Espérance ou du cap Horn.

Art. 3. L'amnistie est entière, absolue et sans condition de servir pour les déserteurs ou retardataires qui se trouvent dans un des cas suivants :

1<sup>o</sup> Pour les insoumis qui appartiennent à l'une des classes de 1821 et suivantes, jusques et y compris celle de 1835, ou qui se sont engagés volontairement, antérieurement au 31 décembre 1835;

2<sup>o</sup> Pour les déserteurs qui ont été admis sous les drapeaux, à quelque titre que ce soit, antérieurement au 31 décembre 1836;

3<sup>o</sup> Pour les déserteurs et insoumis actuellement mariés ou veufs ayant un ou plusieurs enfants, ou bien âgés, à la date du présent décret, de plus de trente-six années;

4<sup>o</sup> Pour les déserteurs et insoumis qui se trouveraient, à la date du présent décret, dans l'un des cas d'exemption prévus par l'art 15 de la loi du 21 mars 1832 (1);

5<sup>o</sup> Pour les déserteurs auxquels il ne reste pas, à la même date du présent décret, plus d'une année de service à faire pour atteindre le terme de leur libération.

(1) Seront exemptés et remplacés dans l'ordre des numéros subséquents les jeunes gens que leur numéro désigner,

Art. 4. Les déserteurs ou insoumis amnistiés auxquels les dispositions de l'art. 3 du présent décret ne sont point applicables, seront tenus d'entrer dans un des corps de l'armée pour y faire le temps de service auquel ils sont astreints par la loi, temps dans lequel celui de leur absence ne sera pas compté.

Art. 5. Les dispositions du présent décret ne pourront, en aucun cas, être appliquées :

1<sup>o</sup> Aux détenus ou insoumis qui, n'ayant pas profité de l'amnistie en temps utile, seraient arrêtés ou se présenteraient après les délais fixés par l'art. 2 ci-dessus;

2<sup>o</sup> Aux déserteurs et insoumis qui, au moment de la publication du présent décret, auraient été condamnés pour désertion par jugement définitif.

Ceux des déserteurs et insoumis qui ne sont pas dégagés de l'obligation de servir, et qui, après avoir profité de la présente amnistie et avoir pris leur feuille de route, pour rejoindre un corps, ne se rendraient pas à leur destination dans les délais fixés par les règlements, resteront sous le poids de la législation relative à la désertion et à l'insoumission, et seront considérés comme déserteurs ou insoumis par récidive.

Art. 6. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, à Paris, le 19 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire de la République.

Le Gouvernement provisoire arrête :

Le grand nombre de demandes de naturalisation n'ayant pas permis au ministre de la justice de délivrer à tous ceux dont les demandes ont été accueillies, les ampliations des décrets de naturalisation, il a été remis ou renvoyé par le directeur des affaires civiles des lettres, attestant que les décrets de naturalisation étaient rendus.

Le Gouvernement provisoire ordonne qu'en se présentant avec deux témoins constatant son identité dans les départements au maire de la commune; à Paris, au maire de l'arrondissement dans lequel il réside depuis six mois, le citoyen porteur de la lettre à lui délivrée par le directeur des affaires civiles sera immédiatement inscrit sur la liste des électeurs.

Si les listes sont clôturées définitivement, il recevra immédiatement une carte d'électeur avec laquelle il sera admis à voter dans la section qui lui sera indiquée.

Fait en conseil de gouvernement.  
Paris, le 19 avril 1848.

Les membres du gouvernement provisoire.

### Bons Patriotiques.

— Madame Cordier, propriétaire, a fait spontanément abandon à ses locataires du terme d'avril, à la condition qu'une partie de cette somme 420 fr. 60 c., serait versée à commission des dons et offrandes à la Patrie. Les locataires eux-mêmes se sont chargés d'apporter cette offrande.

— Les citoyens membres de la Société Philantropique de saint Ferdinand, ont versé par les mains du délégué Goint, 100 fr.

— Les citoyens officiers, sous-officiers organisateurs, officiers et volontaires du 21<sup>e</sup> bataillon de la garde mobile ont versé 273 fr. 03 c.

— Dans la soirée d'hier, le club des hommes libres séant à l'Institut a adopté à l'unanimité la candidature du citoyen Ribeyrolles, rédacteur en chef du journal *la Réforme*.

pour faire parti du contingent et qui se trouveront dans un des cas suivants, savoir :

1<sup>o</sup> Ceux qui n'auront pas la taille de 1 mètre 56 centimètres.

2<sup>o</sup> Ceux que leurs infirmités rendront impropres au service.

3<sup>o</sup> L'ainé d'orphelins de père et mère.

4<sup>o</sup> Le fils unique ou l'ainé des fils, ou, à défaut de fils ou de gendre, le petit-fils unique ou l'ainé des petits-fils d'une femme actuellement veuve, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante-dixième année.

Dans les cas prévus par les paragraphes ci-dessus notés 3 et 4, le frère puîné jouira de l'exemption, si le frère est aveugle ou atteint de tout infirmité incurable qui le rende imputable.

5<sup>o</sup> Le plus âgé de deux frères appelés à faire partie du même tirage et désignés tous deux par le sort, si le plus jeune est reconnu propre au service.

6<sup>o</sup> Celui dont un frère sera sous les drapeaux à tout autre titre que pour remplacement.

7<sup>o</sup> Celui dont un frère sera mort en activité de service, ou aura été réformé, ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé, ou infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer.

L'exemption accordée conformément aux n<sup>os</sup> 5 et 7 ci-dessus sera appliquée dans la même famille autant de fois que les mêmes droits s'y reproduiront; seront comptées néanmoins en déduction desdites exemptions, les exemptions déjà accordées aux frères vivants, en vertu du présent article, à tout autre titre que pour infirmités.

Le jeune homme omis qui ne sera pas présenté par lui ou ses ayants-cause pour concourir au tirage de la classe à laquelle il appartenait, ne pourra réclamer le bénéfice des exemptions indiquées par les numéros 3, 4, 5, 6 et 7 du présent article, si les causes de ses exemptions ne sont survenues que postérieurement à la clôture des listes du contingent de sa classe.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Augustins.